

d'affaires? Une compagnie commerciale, qui aurait suivi les mêmes méthodes pendant 50 ans, sans y apporter aucune modification sensible et sans accomplir de progrès plus considérable que celui que nous valu nos méthodes, congédierait, me semble-t-il, tous les administrateurs et adopterait une nouvelle ligne de conduite. Nos amis du parti conservateur disent que nous devrions avoir une protection plus élevée. Ils ont détenu le pouvoir pendant un certain nombre d'années, au cours desquelles cette doctrine prévalut; néanmoins l'on ne peut voir quelle ait eu pour résultat aucune modification sensible. Mais supposons que nous ayons relevé le tarif douanier de 2 ou 3 p. 100; quelle différence cela ferait-il? De leur côté, nos amis libéraux soutiennent que nous pourrions avoir un tarif un peu moins élevé. Mais s'ils l'abaissaient de deux ou trois pour cent, cette réduction ferait une différence notable. Nous avons toujours eu cette politique et que le tarif soit abaissé ou élevé il ne se produira pas de différence considérable. J'en suis donc venu à la conclusion que l'heure est arrivée d'effectuer des changements radicaux à notre politique douanière si nous voulons accomplir des progrès.

Voici un pays où les chances sont merveilleuses; nous jouissons de nombreux avantages. A la vérité il est très rare qu'un député se lève en cette enceinte sans chanter ces merveilleuses richesses naturelles. De sorte qu'il est déconcertant de constater le peu de progrès que nous avons faits en pensant à toutes ces richesses et au pays neuf qu'est le nôtre; et force nous est de penser qu'il y a quelque chose de défectueux dans la politique suivie jusqu'ici. Je tiens à demander au Gouvernement qu'il nous dise pourquoi il a hésité à mettre en vigueur la politique qui l'a fait élire. L'année dernière il a bien fait un bel effort pour la réaliser et il a abaissé les droits sur bon nombre d'articles. Et nos amis conservateurs n'ont jamais manqué une occasion de dire à la députation que l'application partielle de la politique, à la faveur de laquelle le Gouvernement a été élu avait ruiné l'industrie de ce pays; ils nous ont dit combien d'industries avaient été mises hors d'état de poursuivre leurs opérations. D'autre part le premier ministre et le ministre de l'Intérieur nous ont déclaré que ces industries qui avaient eu à souffrir du tarif l'année précédente, avaient accomplies de splendides progrès; ils ont déclaré que les fabriques d'instruments agricoles, l'une d'elles en particulier, avaient payé, au cours de l'année de gros dividendes. Eh bien, s'il en est ainsi, et si l'abaissement du tarif l'année dernière n'a pas nui à ces industries, quelle excuse le Gouvernement a-t-il pour ne pas appliquer la même politique à

toutes les autres industries? Le Gouvernement a été élu grâce à cette promesse d'une plus grande liberté de commerce. Au cours de l'année dernière il a gagné cinq des six élections partielles et, selon moi, c'est bien là la preuve qu'on approuvait la politique alors mise en vigueur.

L'hon. M. LAPOINTE: Bravo, bravo!

M. LUCAS: Le ministre de la Justice dit "bravo, bravo". Je crois que les gens qui ont élus ces candidats l'année dernière, s'ils avaient encore à les juger, pourraient bien voter autrement.

Un DEPUTE: Ils sont plus contents que jamais.

M. LUCAS: Je suis heureux d'entendre cela. Comme je l'ai fait remarquer il y a quelques instants, nous n'avons pratiquement pas changé de politique, à l'exception d'une variante de un pour cent, au cours de nombreuses années; nous n'avons pas avancé. Je prie donc la députation de bien songer si le temps n'est pas venu de faire subir à notre politique des modifications radicales. Si au cours des cinquante dernières années nous n'avons pu prospérer dans un pays neuf, avec un bas tarif et l'attrait de terres gratuites, au nom du ciel quel espoir peut-on avoir pour les prochains cinquante ans avec ce que nous avons aujourd'hui? Selon moi le régime protecteur tel que nous l'avons eu depuis ce demi-siècle a été un échec et quant à moi je voudrais voir le gouvernement prendre son courage à deux mains et mettre le libre-échange en vigueur, politique à laquelle il doit son élection. Que le Gouvernement fasse cela; qu'il agisse hardiment et qu'il soutienne sa politique, abaissant le tarif de 3 p. 100 chaque année durant cinq ans; nos industries sauraient alors à quoi s'en tenir et seraient en mesure de s'adapter à ces conditions. Et si une industrie refusait de jouer cartes sur table, et de dire franchement dans quel état elle se trouve, elle devra en subir les conséquences. D'autre part quant aux industries qui sont du pays, s'il est prouvé qu'elles ne peuvent se maintenir, on pourrait leur venir en aide grâce à un régime de primes pendant quelques années pour voir ce qu'elles coûtent au pays et si elles valent la peine d'être soutenues. Je suis d'avis que le Canada a surtout besoin, aujourd'hui, de population. Nous avons pourvu le pays de moyens de communication pour une population de 25 à 30 millions d'habitants, peut-être plus; et c'est une population de 9 millions qui doit porter ce fardeau. Nous savons tous dans quel état est aujourd'hui notre réseau national; or à moins que nous ne puissions avoir plus de population afin de grossir le trafic de nos che-